



# L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 15 No 5 Août 2013



## Investissement dans l'infrastructure La SADC est en quête de US\$64 milliards

par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE recherche des investissements et des finances pour un programme évalué à US\$64 milliards destiné à l'amélioration du transport, de l'énergie et autre infrastructure sur une période de cinq ans.

Le plan pour 106 projets d'infrastructure transfrontalière couvrant les secteurs prioritaires de l'énergie, du transport, du tourisme, de l'hydrologie, de la technologie de l'information et de la communication et la météorologie fut présenté lors d'une conférence sur l'investissement en infrastructure organisée par la SADC dans la capitale mozambicaine en fin juin.

Les projets - dont l'exécution est prévue d'ici 2017 - couvrent le développement d'infrastructure transfrontalière y compris de sources alternatives d'énergie, de la technologie de l'information et de la communication et de l'aviation civile.

Le secteur du transport possède un grand nombre de projets présentés durant la conférence d'une journée sur l'investissement, avec 40 projets pour l'amélioration des artères routières, des voies ferroviaires, des ports et des postes frontières, évalués à environ US\$16,3 milliards, présentés aux investisseurs potentiels.

Les projets prioritaires d'infrastructure de transport incluent ceux qui visent l'expansion, la réhabilitation et la modernisation des ports de Durban et Walvis Bay; de nouveaux projets

ferroviaires et la réhabilitation de ceux déjà en existence; de nouvelles connections routières entre l'Angola et la République Démocratique du Congo et la réhabilitation d'autres à travers la région; et l'introduction de postes frontières à guichet unique à Beitbridge entre l'Afrique du sud et le Zimbabwe.

Les projets d'infrastructure légère dans le cadre du secteur du transport incluent des plans pour introduire un système uniforme de tarification pour l'utilisateur de route visent tous les pays du Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC ainsi que l'établissement d'un service régional pour la compétition dans le secteur du transport des trois communautés économiques régionales.

Il fut noté que bien que le développement d'infrastructure physique soit essentiel, un accès efficace de services d'infrastructure exige une réforme régulatrice et une harmonisation régionale des réglementations.

LE COMESA-EAC-SADC mettent en place des programmes d'intégration régionale dans le développement commercial et économique qui incluent des programmes de développement d'infrastructure régionale dans le domaine du transport, la technologie des communications de l'information, l'énergie et l'aviation civile comme première étape vers la réalisation d'une intégration continentale.

*suite page 2...*

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INFRASTRUCTURE	5
CHANGEMENT CLIMATIQUE	6
ÉNERGIE	7
SOMMET UNWTO	8-9
COOPÉRATION	10
ÉLECTIONS	11
PAIX & SÉCURITÉ	12
PARITÉ DES SEXES	13
TECHNOLOGIE	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

## Investissement dans l'infrastructure: La SADC est en quête de US\$64 milliards

Un total de 16 projets sur l'énergie estimés à plus de US\$12 milliards furent présentés durant la conférence, y compris le Projet phare de l'Interconnecteur ZiZaBoNa à mettre en place par le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie ainsi que la proposition de l'Interconnecteur Namibie-Angola qui connectera ces derniers au Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

La conférence a également discuté des projets d'infrastructure pour les états insulaires de la SADC tels que Madagascar, l'Île Maurice et Les Seychelles.

Ceux-ci incluent l'établissement d'un corridor maritime pour les états océaniques ainsi que le développement et la commercialisation de produits touristiques trans-nationaux pour les états insulaires.

Le président de la SADC - Président Armando Guebuza du Mozambique - a donné le ton pour le dialogue entre la SADC et des investisseurs potentiels en soulignant que la région est prête pour des partenariats contribuant à l'avancement de son programme de développement d'infrastructure.

"Nous proposons de partir d'ici avec une stratégie durable qui nous permettra d'accélérer l'investissement dans l'infrastructure de la région SADC," déclare Guebuza.

Il a ajouté que l'approbation du plan directeur par la SADC l'année dernière a été la reconnaissance du rôle vital joué par l'infrastructure trans-frontalière dans le programme d'intégration régionale.

Le développement d'infrastructure est un important pilier pour l'intégration régionale, le développement et la compétitivité commerciale.

"Cependant, nous sommes satisfaits de voir que nous partons d'ici avec le sentiment d'être sur le bon chemin et nous avons fait des progrès qui nous permettent d'avancer stablement la mise en oeuvre du programme pour l'investissement dans l'infrastructure de la SADC," annonça-t-il.

La conférence a fourni un dialogue constructif entre la SADC et ses partenaires de

coopération, investisseurs et financiers de l'infrastructure régionale.

Le dialogue a inclu des discussions fructueuses aux tables rondes de pays dédiées à l'infrastructure dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'hydrologie, du tourisme, de la météorologie et de la technologie de l'information et de la communication.

Chaque États Membres de la SADC s'est vu alloué une table où les financiers intéressés et les partenaires coopérants ont eu l'opportunité d'obtenir des informations directes sur les projets dans ce pays.

Ceci fournit l'opportunité pour les représentants d'institutions de développement financier et le

secteur privé de communiquer et d'activer un réseau avec les États Membres de la SADC et les responsables des orientations politiques afin de discuter des opportunités dans le développement de l'infrastructure.

Ricardo Saad, un représentant de Vale - entreprise d'exploitation minière, a accueilli l'opportunité de contribuer au programme d'infrastructure de la SADC, faisant remarquer que l'infrastructure trans-frontalière, en particulier le transport, l'énergie et l'hydrologie a le potentiel de faciliter le commerce et l'investissement intra-régional ainsi que de débloquer les bénéfices comparatifs nationaux et régionaux.

"Des concessions sont nécessaires pour l'investissement

du secteur privé dans l'infrastructure de la région," dit-il.

Comme exemple, il ajoute que les États Membres de la SADC devraient considérer une option dans laquelle pour chaque dollar investi par les entreprises minières, les gouvernements en investissent une fraction vers l'infrastructure dans les domaines respectifs ou districts.

La conférence avait pour thème "Accélérer l'Investissement dans l'Infrastructure grâce à un Financement Durable et Innovateur" et a attiré plus de 200 délégués, y compris des officiels du gouvernement, des représentants de partenaires coopérants, d'institutions de développement financier et d'investisseurs de la région et d'ailleurs. [sardc.net](http://sardc.net)

## Les dirigeants de la SADC se réunissent au Malawi pour le 33<sup>ème</sup> sommet

**LES DIRIGEANTS** de la SADC se réunissent dans la capitale malawienne de Lilongwe en août pour le 33<sup>ème</sup> sommet annuel des Chefs d'États et de Gouvernement.

Le sommet est supposé recevoir un rapport sur l'intégration économique régionale du Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale.

Le rapport a pour but de mettre en avant le statut d'une structure pour la proposition de Syndicat SADC des Douanes et de progresser vers l'établissement d'une Zone de Libre Échange Tripartite, en particulier le travail préparatoire pour faciliter les négociations entre le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), et la Communauté pour l'Afrique de l'Est (EAC).

Le groupe de travail ministériel a rapporté au Sommet de l'année passée que certains progrès ont été réalisés en développant les paramètres, références, un modèle de syndicat douanier pour la région et la synchronisation des activités menant au lancement du Syndicat des Douanes.

L'objectif général du programme d'intégration économique régionale de la SADC est pour faciliter la libéralisation commerciale et économique, le développement industriel compétitif et diversifié et un investissement accru grâce à l'établissement d'un Marché Commun SADC.

Le sommet a pour intention d'examiner les progrès dans l'exécution d'un programme de développement d'infrastructure régionale évalué à US\$64 milliards sur les cinq prochaines années.

À cet égard, les dirigeants devront examiner les progrès vers l'opérationnalisation du Fond SADC pour le Développement Régional, un mécanisme financier supposé mobiliser des ressources à partir des États Membres, du secteur privé et des partenaires au

développement afin de financer les programmes et les projets destinés à intensifier l'intégration régionale.

L'une des principales priorités de la proposition de fond sera l'infrastructure financière dans la région. La situation en Afrique Australe est prévue à l'ordre du jour du Sommet parmi des indications que cette année, la région aura probablement une abondante production de céréale comparé à la saison 2011/12.

Les statistiques montrent que la production générale de céréale de la région SADC est projetée à 33,7 millions de tonnes métriques pour la saison 2012/13, légèrement supérieure aux 32,6 millions de tonnes enregistrées la saison précédente.

Il est également attendu des dirigeants de la SADC qu'ils débattent sur une position régionale avant la 19<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP19) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique prévue en novembre en Pologne.

Le président de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité - Président tanzanien Jakaya Kikwete, présentera un rapport sur la situation politique dans la région.

Ceci inclut les efforts de la SADC pour une normalité constitutionnelle à Madagascar suite au coup de 2009 qui a vu l'ancien disc jockey Andry Rajoelina éliminer inconstitutionnellement l'ancien président Marc Ravalomanana du pouvoir avec le soutien de l'armée.

À l'heure actuelle, Madagascar est suspendu de la SADC.

Le sommet a également reçu un rapport sur les élections harmonisées tenues au Zimbabwe en juillet.

Le Président malawien, Joyce Banda, succèdera par rotation à la présidence de la SADC du Président Armando Guebuza du Mozambique. r



## La révision du RISDP recommande le réalignement des protocoles

UNE EXAMINATION Indépendante du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) a recommandé une révision de la majorité des protocoles SADC afin de les aligner aux nouveaux défis et problèmes émergents affectant l'intégration régionale.

La révision indépendante à moyen terme menée par le Centre d'Études pour le Développement et le Commerce (Trades), basé au Zimbabwe, a révélé que malgré les multiples difficultés allant des ressources financières et techniques limitées, aux inconstances dans l'économie globale et à la crise, la région SADC a fait des progrès importants dans l'exécution du RISDP dans la plupart des domaines thématiques.

Les États Membres de la SADC ont signé 27 protocoles et plusieurs déclarations, chartes et protocoles d'accord sur divers sujets allant du commerce, l'exploitation minière, le financement et l'investissement aux médicaments illégaux, la foresterie et les cours d'eau communs.

La majorité de ces 27 protocoles ont été ratifiés et mis en vigueur. Cependant, les phases finales de mise en vigueur de ces lois régionales sont les plus exigeantes puisque cela nécessite une action au niveau national afin de "domestiquer" les lois et leur mise en application.

Il fut noté que ce processus n'a pas de plan d'action permettant une approche systématique pour l'exécution des protocoles aux niveaux régional et national.

L'examen observe que la plupart des protocoles datent d'avant le RISDP et n'ont pas été révisés pour inclure les problèmes nouveaux et émergents. Il fut noté que l'une des lacunes de la majorité des protocoles existants est qu'ils ont des obligations qui ne sont ni contractuelles ni obligatoires.

"La plupart des protocoles n'ont pas d'obligations mais des principes... Dans les cas où les obligations sont claires, elles sont

non- mesurables, utopiques et inaccessibles et n'ont pas de périodes limites," précise la révision.

Certains protocoles ont besoin d'être examinés "afin d'ajouter de la valeur et prendre en compte les besoins des populations de la région."

"Par exemple, le Protocole SADC sur le Commerce et le Protocole sur les Finances et l'Investissement n'abordent ni la création d'emploi et ne promeuvent pas le dialogue social avec les syndicats du travail," indique la révision.

La révision indépendante a également observé qu'il y avait des obstacles dans les mécanismes de mise en application et la coordination, notamment les Commissions SADC Nationales non-fonctionnelles et l'absence d'une plateforme pour l'engagement politique entre le Secrétariat de la SADC et les participants non-étatiques tels que les groupes de réflexion régionaux, le secteur privé et les organisations non-gouvernementales.

Les Commissions Nationales SADC ne sont pas fonctionnelles dans la plupart des États Membres, un développement qui crée une faiblesse de négligence primordiale en termes de formulation, domestication, exécution, supervision et évaluation de la politique régionale.

La révision établit que les commissions sont uniquement fonctionnelles dans quatre États Membres et existent sur le papier dans sept autres pays. Trois autres États Membres ne possèdent pas de commissions nationales.

De plus, la révision déplore l'absence d'une institution régionale indépendante pour fournir un aperçu sur le programme d'intégration. Ceci signifie qu'un nombre d'objectifs du RISDP ont été manqués ou n'ont pas été exécutés.

Une autre recommandation clé par l'équipe de révision est que la SADC devrait élargir la participation et devenir une

initiative de la population. La révision nécessite la création d'une plateforme pour politique d'engagement entre le Secrétariat de la SADC et les participants non-étatiques.

La participation de toutes les parties prenantes dans le programme d'intégration régionale est inclus dans le Traité SADC mais la plupart des États Membres ont exclu certains participants non-étatiques dans la formulation des protocoles, ou bien en tant que membres des Commissions Nationales de la SADC ou bien pour des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation.

L'engagement en cours entre le Secrétariat et les participants non-étatiques est sur une base de programme-par-programme et activité-par-activité sans aucune collaboration stratégique précise et d'objectifs spécifiques à accomplir.

Les résultats de la révision à moyen terme du RISDP furent présentés durant l'atelier de validation tenu à Johannesburg, Afrique du sud, en juillet.

Un plan d'action a été convenu pour le processus de complétion du processus de révision du RISDP (voir tableau), menant à une soumission finale d'un projet révisé au Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement en août 2014.

Cette année, l'instauration d'une équipe de travail à participants multiples, y compris de représentants du Secrétariat de la SADC, d'États Membres et de participants non-étatiques, est prévue pour mettre en application les recommandations d'une équipe de révision indépendante.

L'équipe de travail formulera de nouvelles priorités afin de guider le programme sur l'intégration régionale pour le reste de la période du RISDP.

Une série de sessions regroupées est prévue entre mars et mai 2014 pour valider les nouvelles priorités à développer par l'équipe de travail.

En tant que descriptif de développement sur 15 ans pour l'Afrique australe, le RISDP est supposé fonctionner jusqu'en 2020. r

### Plan d'action du RISDP au Sommet 2014

Activité	Calendrier
Soumission du rapport final par les consultants indépendants	9 Août
Compte rendu périodique soumis par le Secrétariat de la SADC et les consultants au Conseil des Ministres	Août
Formation d'une équipe de travail à intervenants multiples pour finaliser le processus	Septembre
Rapport récapitulatif développé par l'équipe de travail sur recommandations clés et priorités	Septembre 2013-Février 2014
Série de sessions tenues pour valider les nouvelles priorités proposées et recommandées	Mars-Mai 2014
Consolidation des contributions émergents de la série de sessions et développement d'une stratégie pour exécution pour le reste de la période du RISDP	D'ici fin juin 2014
Présentation du RISDP révisé et priorisé pour recommandation au Sommet pour approbation	Août 2014

## Début de pourparlers commerciaux SADC-EU en septembre



**LE DÉBUT** des négociations économiques et commerciales entre la SADC et l'Union Européenne est prévu en septembre pour débattre sur les questions en suspens qui bloquent la conclusion d'un accord économique entre les deux parties.

L'intermédiaire de l'UE - Karel De Gucht - a déclaré durant une visite au Botswana en juillet que les négociateurs des deux parties se réuniront pour une "session prolongée" alors qu'ils cherchent une percée dans l'impasse des dialogues sur l'Accord de Partenariat Économique (APE).

"Nous avons convenu d'organiser une nouvelle ronde de négociation en septembre. J'espère que ce sera la dernière série dans laquelle nous pourrions résoudre les questions en suspens," explique De Gucht suite à une session avec le Vice Président du Botswana, Ponatshego Kedikilwe et le Ministre de l'Industrie et du Commerce Dorcas Makgato-Malesu.

Le Botswana assume la présidence du groupe SADC EPA, qui inclut également l'Angola, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland et la République Unifiée de la Tanzanie.

L'EU a fixé la date butoir en octobre 2014, pour la conclusion des négociations avec les pays Africains, Caribbéens et du Pacifique (ACP) qui n'ont pas encore signé les APÉs avec le bloc européen.

Les APÉs fournissent un accès dispensé de taxe et de quota au marché de l'UE pour des produits provenant de pays ACP, qui à leur tour devront progressivement ouvrir leurs marchés aux marchés européens pour une durée de 15 ans.

Les négociations APE en Afrique australe ont été fragmentées, avec certains États Membres négociant sous la bannière de l'Afrique de l'Est et Australe (ESA).

Cinq États Membres de la SADC qui font partie du groupe ESA - Madagascar, Malawi, Île Maurice, Zambie et Zimbabwe - ont déjà atteint un accord avec l'UE. D'autres membres de l'ESA sont Les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, l'Éritrée, Les Seychelles et le Soudan.

La République Démocratique du Congo mène ses négociations dans le cadre de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Plusieurs problèmes ont bloqué les négociations, y compris comment naviguer parmi les accords commerciaux



complexes et nombreux en Afrique australe tout en maintenant une cohérence au sein de la région.

D'autres difficultés portent sur comment traiter avec les services, investissements et

autres questions relatives au commerce telles que les règles d'origine, ainsi que certaines clauses textuelles du texte provisoire APE qui semble favoriser un parti par rapport à un autre. r

## Le Corridor Nord-Sud prend forme

par Kizito Sikuka

**DES PLANS** pour débloquer le potentiel économique des pays enclavés de l'Afrique de l'est et australe sont en train de prendre forme avec plusieurs projets transfrontaliers en cours d'exécution le long du Corridor Nord-Sud afin de promouvoir la circulation aisée des produits et des personnes dans la région.

Le Corridor Nord-Sud (NSC) s'étend sur huit pays en Afrique de l'est et australe, notamment le Botswana, la République Démocratique du Congo, le Malawi, le Mozambique, l'Afrique du Sud, la République Unie de la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Initié en 2009 par le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et SADC, le programme d'Aide au Commerce du Corridor Nord-Sud vise à améliorer l'infrastructure et accroître le commerce intra-régional en réduisant le coût du commerce transfrontalier.

Plus de US\$1,2 milliard a été mobilisé comme financement initial pour l'exécution du projet NSC, qui a été identifié comme le corridor le plus extensif de la

région, connectant le plus grand nombre de pays en Afrique de l'est et australe.

Il se connecte avec les autres corridors y compris les corridors du Trans-Kalahari, Beira, Lobito, Dar es Salaam et Nacala.

Ce corridor est essentiel pour le commerce et l'intégration régionale parce que l'Afrique du Sud est le plus gros partenaire commercial africain pour la plupart des pays de la région et le port de Durban brasse une portion importante du trafic en transit pour les états enclavés.

Les programmes prévus incluent la construction de plus de 8 000 kilomètres de route, la réhabilitation de 600km de voie ferrée et la modernisation du port de Dar es Salaam en Tanzanie - l'un des ports le plus grand et le plus actifs en Afrique.

D'autres initiatives incluent l'augmentation de la production d'énergie et le potentiel de commercialisation de l'énergie dans la région, avec de nouveaux investissements dans la production et la transmission d'électricité.

Les projets prioritaires de production et transmission d'électricité sont la construction de l'Interconnecteur Zambie-Tanzanie-Kenya, et du projet Interconnecteur Zambie-

Republique Démocratique du Congo (RDC).

L'accomplissement marquant du programme NSC fut le lancement historique du premier poste frontière en Afrique à Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe en novembre 2009.

Dans le cadre du concept Poste Frontière à guichet unique, les voyageurs sont dédouanés une seule fois pour le passage dans un autre pays comparé de la situation présente de la majorité des points d'entrée où les voyageurs doivent compléter les formalités d'immigration et de douanes des deux côtés.

Ceci a réduit la durée de dédouanement, et a amélioré la fluidité de la circulation de produits, services et personnes à travers la frontière.

Les projets NSC presque terminés dans plusieurs pays incluent la construction de l'artère routière Lusaka-Chirundu qui se relie au poste frontière de Chirundu.

Un autre important projet est le pont à bascule de Kafue en construction sur le seul pont à travers la rivière Kafue et destiné à améliorer le trafic commercial entre la Zone de Cuivre de la Zambie et de la RDC ainsi que d'autres ports de la zone australe. r

## Projet Africa 50 pour l'Infrastructure

par Joseph Ngwawi

**LA SADC** et d'autres institutions de développement ont approuvé un fond africain innovateur supposé faciliter une mobilisation de ressources sur grande échelle et débloquer le financement international privé pour des projets d'infrastructure sur le continent.

Les Chefs d'États et de Gouvernement de la Commission de l'Union Africaine, les communautés économiques régionales et les principales institutions économiques et financières ont promis durant une réunion en Tunisie, en juillet, de travailler ensemble vers le succès du Fond Africa50, promu par la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de pallier au manque d'infrastructure sur le continent.

En plus de la Commission de l'UA et de la BAD, étaient présents à la réunion des représentants de la Commission Économique pour l'Afrique (ECA), NEPAD, SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté Économique pour les États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, les

Autorités Intergouvernementales sur le Développement, l'Union du Maghreb Arabe et la Banque de Développement de l'Afrique Australe (DBSA).

“Nous, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union Africaine (CUA), Dr. Carlos Lopes, Secrétaire Général de la CEA, Dr. Donald Kaberuka, Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), les Communautés Économiques Régionales (RECs), les Institutions Financières pour le Développement Régional (DFIs) et l'Agence de Coordination et de Planification NEPAD, intensifions notre coopération pour la recherche de moyens neufs et innovateurs visant à augmenter considérablement les investissements dans l'infrastructure régionale et continentale afin de soutenir la transformation de l'Afrique,” stipule une déclaration après la réunion.

Ils ont loué l'initiative comme un “véhicule essentiel pour garantir la réalisation de la vision et des objectifs du Programme Africa 2063 sur la livraison de projets régionaux d'infrastructure transformationnelle.”

Dlamini-Zuma a souligné le rôle critique de l'infrastructure pour une intégration efficace, notant que le Programme Afrique 2063 ne peut être réalisé que si les pays sur le continent sont interconnectés.

“Notre intégration économique dépend uniquement de notre intégration physique.”

Le Fond Afrique 50 sera innovateur dans sa conception et sa structure, profitant des ressources pour le financement de l'infrastructure des réserves de la banque centrale africaine, des caisses de retraite, des fonds de gestion de patrimoine souverain, de la Diaspora Africaine, et de la valeur supérieure nette d'individuels sur le continent.

Cela signifie que les RECs africaines pourront utiliser

les ressources d'institutions financières nationales et d'individuels sur le continent et dans la Diaspora africaine afin de financer une infrastructure transfrontalière sans s'inquiéter de problèmes de participation financière.

Une des propositions sous considération est l'introduction d'une Obligation sur l'Infrastructure Africaine dans laquelle il sera demandé aux banques centrales nationales d'y contribuer un certain pourcentage des réserves.

Selon la BAD, la valeur collective des réserves des banques centrales africaines est estimée à US\$500 milliards, dont certaines sont investies dans des instruments ultra-sécurisés mais à faible rendement.

Le jalon de 10 ans des Bons du Trésor US attirent en ce moment environ 1,4 pourcent d'intérêt et la proposition du Fond Africa50 visera l'offre d'un meilleur rendement.

Selon le Sommet Global de la Diaspora Africaine tenu en Afrique du Sud en 2012, une autre source non exploitée de ressources financières pour le développement de projets sur le continent est la Diaspora africaine.

On estime que le continent devrait avoir besoin d'environ US\$100 milliards d'investissement par an pour la prochaine décennie afin de combler le manque d'infrastructure qui a limité les efforts vers une intégration régionale plus profonde.

Dans le cadre du Fond, la Commission de l'UA est supposée fournir la direction sur le plaidoyer régional et international, avec un engagement ferme des Chefs d'états et de gouvernement.

Ceci est essentiel pour garantir l'assistance pour le Fond au niveau politique le plus élevé sur le continent.

L'Agence NEPAD a pour but d'assurer le momentum du Fond durant la Conférence imminente

de Financement pour le Développement prévue au Sénégal en Novembre tandis que l'on attend de la CEA qu'elle contribue au renforcement de capacité des RECs pour mener des études, superviser et évaluer l'exécution des projets.

Quant aux RECs, elles ont convenu de collaborer sur les actions financières, politiques et régulatrices nécessaires devant permettre le développement de projets d'infrastructure régionales.

La BAD apportera l'expertise financière pour créer la structure du Fond Africa50, tandis que les institutions financières pour le développement régional telles que la DBSA serviront de relais pour le Fond au niveau sous-régional, et la mobilisation de ressources supplémentaires.

Le Fond, approuvé en mai par les ministres africains des finances durant les Sessions Annuelles de la BAD à Marrakech, est une nouvelle initiative qui s'associera aux institutions régionales pour les projets transformationnels.

Le focus sera une infrastructure trans-continentale, y compris les projets prioritaires dans le cadre du Programme UA pour le Développement de l'Infrastructure en Afrique (PIDA).

Le Plan Directeur SADC pour l'Infrastructure Régionale approuvé lors du Sommet en 2012 est en ligne avec le PIDA et constitue un apport essentiel dans la proposition de Zone tripartite de Libre Échange composée de la SADC, du COMESA et de la CEA.

Le plan directeur SADC guidera la mise en place de réseaux d'infrastructure coordonnée, intégrée, efficace, trans-frontalière dans six secteurs prioritaires notamment: l'énergie, le transport, le tourisme, la technologie de l'information, la météorologie et l'hydrologie. r





## L'Afrique Australe accueille la conférence sur la désertification

par Neto Nengomasha

**EN SEPTEMBRE**, la Namibie accueillera une importante conférence internationale pour débattre sur la question de la dégradation du sol et de la désertification.

La 11<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP11) de la Convention des Nations Unies pour Combattre la Désertification (UNCCD) aura lieu du 16 au 27 septembre à Windhoek, Namibie.

Sous le thème "Un UNCCD plus fort pour un Monde Libre de Dégradation des Terres," la conférence évaluera les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Stratégie décennale de la convention (2008-2018) et développera la voie à prendre pour les cinq prochaines années.

Les délégués discuteront des mesures pour réduire la dégradation des terres et ralentir la désertification rapide ainsi que d'alléger les difficultés des personnes vivant sur les terres arides grâce à des solutions qui restaurent la productivité du sol.

Dans le cadre de la Stratégie décennale, les gouvernements sont engagés à augmenter les processus nationaux, régionaux et globaux pour réduire la dégradation des terres et ralentir la désertification.

Entre autres questions, les parties de l'UNCCD ont convenu de fournir un rapport régulier sur les efforts nationaux pour endiguer la dégradation des terres et la désertification ainsi que d'établir une Facilité pour l'Environnement Global d'ici 2018 afin de mobiliser les fonds pour les programmes et les projets dans le cadre de la convention.

De plus, les sessions de la COP11 reflèteront le financement, la négociation de connaissance, et les résultats de la vision UNCCD après Rio+20 sur la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse, considérée comme l'un des succès de la Conférence des

Nations Unies sur le Développement Durable tenue à Rio de Janeiro, Brésil en 2012.

Selon le Document des résultats Rio+20, les gouvernements soulignent l'importance économique et sociale d'une bonne gestion des terres, y compris du sol.

Les leaders du monde ont convenu de se battre pour un monde libre de dégradation des terres et ont réaffirmé leur engagement pour agir nationalement, régionalement et internationalement de manière coordonnée pour superviser la dégradation des terres et restaurer les terres dégradées et arides, semi-arides et les zones sèches sous-humides.

La conférence a beaucoup d'importance pour l'Afrique australe où les terres sont une ressource essentielle, couvrant une superficie totale de près de 10 millions de kilomètres carrés, desquels moins de 25 pourcent sont arables.

Les terres arables et domestiquées de la région sont utilisées pour l'agriculture, la foresterie, la préservation des marécages ainsi que de la faune et de la flore.

La production de récolte est l'usage dominant des terres. Cependant, en raison de facteurs tels qu'une faible fertilité du sol et une pluviométrie irrégulière, environ cinq pourcent en Afrique australe sont en culture permanente.

Les pâturages couvrant 45 pourcent de la totalité des terres de la région, et des forêts

diminuent en raison de la pression sur les terres causée par la croissance démographique, le bail foncier et les régimes de propriété, et l'usage limité de technologies compatibles à une production intensive.

L'érosion du sol, est la dégradation des terres la plus répandue. Elle, compte pour une quantité substantielle de la dégradation des terres.

La dégradation des terres causée par l'érosion est supposée continuer en raison de la pression démographique, des systèmes de bail foncier faussé, et d'une demande accrue pour les terres.

Le pâturage communautaire est la norme dans la majorité de l'Afrique australe et compte pour plus de 50 pourcent de la dégradation des terres dans la région en raison du surpâturage par le bétail, les moutons et les chèvres, dont certains sont élevés et paissent dans des zones inappropriées. La dégradation des terres survient avec un énorme coût de substitution pour la société. Les hectares de terres perdus annuellement dans la région et globalement ont le potentiel de produire plusieurs millions de tonnes de grains qui pourrait minimiser une insécurité alimentaire croissante et réduire la famine.

La décision d'organiser la conférence en Namibie fut prise durant la 11<sup>ème</sup> session de la convention de la commission de révision de l'UNCCD tenue à Bonne, Allemagne en avril de cette année.

Le Ministre Namibien de l'Environnement et du Tourisme, Uahekua Herunga a annoncé que la session de révision a offert à la Namibie et au reste de l'Afrique australe l'opportunité de présenter sa capacité d'organiser la COP11 et de donner un bref aperçu de ce que la région a à offrir.

"Je considère extrêmement pertinent pour la Namibie, vu qu'elle est menacée par la désertification, d'accueillir cette conférence, puisque cela affermit notre engagement à aborder les menaces et les problèmes de la dégradation des terres," ajoute Herunga.

La Namibie assumera la présidence de l'UNCCD durant la conférence, lui permettant ainsi de mener le processus global vers la COP12 prévue en 2015.

Le mandat de deux ans à la présidence est supposé offrir à l'Afrique australe une opportunité unique de mener le programme global sur les questions de désertification, dégradation des terres et sécheresse.

Il est prévu que la conférence attirera jusqu'à 3 000 délégués, y compris les chefs d'état et de gouvernement, les ministres de cabinet et les experts de l'environnement des 195 parties de l'UNCCD.

La totalité des 15 États Membres de la SADC sont parties de l'UNCCD puisqu'ils ont signé et ratifié la convention.

Établi en 1994, l'UNCCD est le seul accord international légalement contractuel connectant l'environnement et le développement à la gestion durable des terres.

Ce sera la deuxième importante conférence des Nations Unies organisée par la SADC sur plusieurs mois suite à la 20<sup>ème</sup> Session Ordinaire de l'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies (UNWTO) accueillie conjointement par la Zambie et le Zimbabwe en août. r



## La construction du grand Barrage d'Inga commencera en 2015

LA CONSTRUCTION de la centrale hydro-électrique, tant attendue, du Grand Inga en République Démocratique du Congo débutera en octobre 2015.

Le projet d'Inga a la capacité de produire plus de 40 000 megawatts (MW) d'électricité, suffisamment pour approvisionner les gros des besoins en électricité de la région SADC.

Avec les autres partenaires coopérants, la RDC et l'Afrique du Sud travaillent ensemble à la mise en oeuvre du projet d'énergie.

Initialement, la construction de la centrale hydroélectrique devait être mise en oeuvre par le biais d'une approche de développement régional impliquant cinq autres pays de la SADC notamment l'Angola, le Botswana, la Namibie, le Swaziland et l'Afrique du Sud dans ce qui fut surnommé le Projet d'Énergie du Corridor Ouest (WESTCOR).

Cependant, en raison de diverses obstacles, le projet WESTCOR ne s'est pas matérialisé.

Lors de leur récente réunion, la RDC et l'Afrique du Sud ont annoncé que "la première pierre" de la centrale électrique sera posée en octobre 2015.

Il est prévu que la construction se fasse sur différentes phases. La première phase impliquera la construction d'Inga 3 Niveau Inférieur, qui aura la capacité de 1 800MW et qui ne requiert pas l'endiguement du Fleuve Congo.

La phase suivante – surnommée Inga 3 Niveau Supérieur – ajoutera 3 000MW supplémentaires et implique la construction du Barrage du Grand Inga.

Cinq autres centrales hydroélectriques sont supposées être construites sur le même barrage, augmentant éventuellement sa capacité cumulative d'environ 40 000 MW.

Lorsque terminé, le Grand Inga surpassera le projet hydroélectrique des Trois Gorges en Chine comme le plus grand

projet d'hydroélectricité au monde.

Le financement pour le projet du Grand Inga provient de plusieurs investisseurs, notamment la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, la Banque d'Investissement Européen et la Banque pour le Développement de l'Afrique Australe. r

## SAPP invite des appels d'offre pour le projet de transmission ZiZaBoNa

LE DÉVELOPPEMENT d'un interconnecteur de transmission d'électricité connectant le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie pourrait bientôt devenir une réalité suite à l'invitation des investisseurs d'établir le lien de transmission.

Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), qui coordonne la planification, la production, la transmission et la commercialisation de l'électricité au nom des services publics de la région, a terminé le processus d'appel d'offre en mai et on rapporte que quelques investisseurs ont exprimé un intérêt dans le développement de l'interconnecteur de transmission d'électricité.

Communément connu sous l'appellation ZiZaBoNa, le projet d'interconnecteur de transmission a la capacité d'augmenter les transactions en électricité parmi les services publics participants, ainsi que de fournir une route alternative pour décongestionner le corridor existant de transmission centrale qui traverse le Zimbabwe.

## Angola prévoit une augmentation par sept de la production d'électricité

L'ANGOLA PRÉVOIT d'augmenter sa capacité, d'ici 2025, de production d'électricité des 1 200 megawatts (MW) actuels à 8 400 MW.

Le Ministre de l'Énergie et des Eaux, João Baptista Borges a annoncé que le but est de



Le projet ZiZaBoNa est un exemple de coopération et d'intégration régionales, et son accomplissement devrait contribuer à ce que la plupart des pays de la SADC puissent partager le surplus d'énergie.

Dans le cadre de l'accord ZiZaBoNa signé en 2008, il est prévu que les services publics de chacun des quatre pays – le Service d'Approvisionnement en Électricité du Zimbabwe (ZESA), la Corporation d'Approvisionnement en Électricité de la Zambie (ZESCO), la Corporation d'Énergie du Botswana (BPC) et la Compagnie d'Énergie de la Namibie (NamPower) – financent les portions du projet situées dans leurs frontières nationales.

La capacité initiale de l'interconnecteur de transmission sera de 300 megawatts (MW), qui atteindra plus tard 600MW.

Le projet sera mis en oeuvre en deux phases. La première phase couvrira la construction d'une ligne de 120-kilomètre 330 kilovolt de la Centrale Électrique de Hwange aux Chutes Victoria où

une station de commutation électrique sera construite du côté zimbabwéen. La ligne s'étendra vers une centrale annexe à Livingstone en Zambie.

La seconde phase impliquera la construction d'une ligne de 300-km 330kV de Livingstone à Katima Mulilo en Namibie, à travers Pandamatenga au Botswana.

L'interconnecteur Zimbabwe-Zambie sera construit comme une ligne de voltage élevée avec une capacité de transmission de 430kV. Cependant, elle fonctionnera comme une ligne de 330kV durant la première phase.

Lorsque complètement opérationnel, l'interconnecteur de transmission ZiZaBoNa permettra entre autre pour NamPower de Namibie d'importer l'électricité directement de Hwange au Zimbabwe.

En ce moment, l'électricité de la Centrale Électrique de Hwange est acheminée vers la Namibie en passant par l'Afrique du Sud. r

doubler le taux d'électrification du pays d'environ 30 pourcent à 60 percent sur la même période. Il expliqua qu'entre 2002 et 2012, l'Angola s'est concentré sur la réfection d'infrastructure détruite par la longue guerre civile dont le pays a souffert,

avec un focus particulier sur la transmission et la distribution d'électricité.

La seconde période de développement a été réservée pour la période 2013-2015, consacrée à l'augmentation d'accès à l'électricité. r



# Sommet sur le Tourisme Global

## Focus sur l'Afrique Australe

par Kizito Sikuka

EN CE mois d'août, l'Afrique Australe sera le point de mire global puisque la Zambie et le Zimbabwe accueilleront le tout premier sommet sur le tourisme international à avoir lieu sur le territoire régional.

La 20<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies sur le Tourisme Mondial (UNWTO), prévue du 24 au 29 août, aura lieu conjointement à Livingstone et aux Chutes Victoria. L'évènement marquera la troisième fois seulement que l'Afrique accueille un sommet sur le tourisme global après l'Égypte et le Sénégal en 1995 et 2007, respectivement.

Selon l'UNWTO, plus de 2 000 délégués des 180 pays membres sont attendus pour participer à l'assemblée, offrant à la Zambie et au Zimbabwe ainsi qu'au reste de la région de la SADC une opportunité pour commercialiser leurs nombreuses attractions touristiques.

En raison de ses solides effets multiplicateurs, le tourisme est l'un des promoteurs essentiels du

développement socio-économique dans la région.

Par conséquent, les pays de la SADC sont déterminés à profiter du sommet afin d'accélérer l'expansion de l'industrie du tourisme dans la région.

Diverses initiatives seront mises en oeuvre par les États Membres durant l'évènement global du tourisme, y compris le renoncement au visa pour touristes pour ceux qui veulent visiter plusieurs pays de la SADC.

Alors que les modalités sont encore en phase de finalisation par les États Membres sur comment instaurer efficacement le système d'UNIVISA, un nombre de pays de la région ont déjà commencé à éliminer les procédures de visa pour les délégués et les visiteurs de la région.

En tant que co-hôtes, la Zambie et le Zimbabwe ont imaginé un système frontière ouverte et il n'y aura pas de frais de visa pour les délégués à l'assemblée générale.

Ce développement garantira non

seulement le succès du sommet sur le tourisme, mais permettra également la libre circulation des délégués entre les deux pays.

D'autres initiatives dans lesquelles se sont embarquées les pays de la SADC incluent une commercialisation jointe de leurs attractions, présentant aux touristes potentiels un large éventail d'opportunités et d'expériences.

Une telle coopération garantira que les touristes et les délégués du sommet testent le meilleur de ce que la SADC a à offrir.

La région se vante de diverses attractions telles que les Chutes Victoria entre la Zambie et le Zimbabwe, les peintures rupestres San au Botswana et la fascinante population de la faune dans la région.

Cette forte concentration d'attractions est supposée créer un

assortiment totalement nouveau d'opportunités touristiques en Afrique australe, présentant de nouvelles opportunités pour le développement socio-économique dans la région, d'où une intégration plus profonde parmi les États Membres.

"Pour beaucoup d'entre nous, ce n'est pas simplement un évènement. Il s'agit plutôt d'une tentative parfaite de la Zambie et du Zimbabwe d'enrichir les perceptions positives sur le secteur du tourisme en Afrique australe," explique le président directeur général du Comité sur le Tourisme du Mozambique, Hiane Abacar.

"Ceci exemplifie comment ensembles, la région peut travailler au mieux sur une seule destination touristique régionale pour concrétiser une vision commune et partagée."

Les compagnies aériennes régionales travaillent déjà ensembles pour tirer le maximum de bénéfices du sommet en créant des connections, dont certaines introduisant des vols réguliers entre la Zambie et le Zimbabwe ainsi que d'autres pays voisins.

Les compagnies aériennes qui ont lancé des vols entre la Zambie et le Zimbabwe comprennent Air Namibie et Air Botswana, tandis que South African Airways a augmenté ses vols vers ces pays et d'autres.

De tels développements devraient encourager les arrivées de touristes, et selon le directeur régional de l'UNWTO pour l'Afrique, Osman Ndiaye, "permettre également à l'Afrique d'accroître sa part de marché".

"Présentement, l'Afrique assume environ six pourcent seulement du marché du tourisme global et nous espérons profiter du sommet pour réaliser une augmentation du pourcentage à deux chiffres d'ici l'année 2020," dit-il.







## Les pays de l'Afrique Australe soutiennent Les Seychelles pour un siège exécutif à l'UNWTO

**PLUSIEURS PAYS** de l'Afrique australe soutiennent Les Seychelles pour assumer la position africaine au sein du Comité Exécutif de l'Organisation du Tourisme Mondiale des Nations Unies.

Les élections au comité exécutif de l'UNWTO seront menées durant le sommet sur le tourisme global prévu en Zambie et au Zimbabwe, en août.

Les pays de la SADC qui soutiennent Les Seychelles sont l'Afrique du Sud, Madagascar, la Zambie et le Zimbabwe.

Le Ministre du Tourisme et de la Culture Des Seychelles,



Alain St. Ange est reconnaissant de ce soutien, disant que son pays est prêt à servir l'Afrique.

"Nous sommes un archipel qui dépend du tourisme; le pilier de notre économie pour nos îles est le tourisme. Pour que notre industrie continue à se développer et s'affermir, nous avons

besoin de notre région, comme nous avons besoin de l'Afrique pour être visibles et mieux reconnus comme destination nouvelle offrant un potentiel sans rival pour les voyageurs avertis," déclara t-il. r



La Ministre Zambienne du Tourisme et des Arts, Sylvia Masebo ajoute que l'évènement a galvanisé des développements massifs d'infrastructure dans les deux pays.

Par exemple, la ville de Livingstone en Zambie est le site de rénovation des routes, des marchés commerciaux, des gares routières, des réverbères, et des installations de frontière et d'aéroport.

Son homologue zimbabwéen, Walter Mzembi est d'accord, exhortant le secteur privé à joindre ses forces avec les gouvernements afin de garantir que l'évènement soit un important succès.

Il affirme que l'exposition de tourisme global présentera d'énormes bénéfices dérivés pour les compagnies partenaires des gouvernements.

"En soutenant la conférence, le monde des affaires peut renforcer la réputation des Chutes Victoria' comme ville verte, connectée et régionale vers la durabilité dans le tourisme. Le monde des affaires sera reconnu pour son parrainage," ajouta t-il.

Il fit appel à tous les pays de la SADC pour "protéger cet évènement," notant que, parallèlement à la Coupe du Monde

de Football 2010 tenue en Afrique du Sud, le sommet sur le tourisme a le potentiel d'augmenter les arrivées de touristes et de déclencher d'énormes gains socio-économiques pour la région.

"La SADC se doit de relever le défi," dit-il, ajoutant que le choix appartient à la Zambie, au Zimbabwe et au reste de la région soit de faire de ce sommet sur le tourisme "juste un autre atelier ordinaire soit une conférence sur le tourisme international. La balle est dans notre camp."

L'assemblée a lieu tous les deux ans, par système de rotation parmi les États Membres de l'UNWTO. La dernière assemblée générale a eu lieu en Corée du Sud en 2011.

L'UNWTO est l'agence de l'ONU chargée de la promotion d'un tourisme responsable, durable et universalement accessible.

En tant qu'organisation internationale guide dans le domaine du tourisme, l'UNWTO promeut le tourisme comme meneur de la croissance économique, du développement inclusif et de la durabilité environnementale et offre direction et soutien au secteur en faisant mondialement la promotion de la connaissance et des politiques de tourisme. r

## Carnaval du tourisme prévu pour août

**EN AOÛT**, le Zimbabwe organisera un carnaval touristique aux Chutes Victoria pour accueillir les délégués à l'Assemblée Générale de l'Organisation du Tourisme Mondiale des Nations Unies.

Le Directeur Général des Autorités du Tourisme au Zimbabwe, Karikoga Kaseke a annoncé que le carnaval aura lieu le 23 août.

Le carnaval fait suite au succès d'un évènement similaire à Harare en début d'année.

"La majorité des artistes locaux qui se sont produits durant le Carnaval d'Harare ont déjà confirmé leur participation en attendant de savoir qui sont les artistes internationaux pressentis," précise t-il.

Un carnaval est une période de réjouissances publiques, de fêtes et festivités autour d'un thème commun.

Les carnivals offrent une opportunité de s'immerger dans les aspects colorés des cultures

locales, de goûter aux mets locaux, à la musique et aux performances artistiques s'y rapportant.

Le Zimbabwe et la Zambie accueilleront conjointement la 20<sup>ème</sup> Session de l'assemblée générale de l'UNWTO du 24 au 29 août aux Chutes Victoria et à Livingstone, respectivement. r



## La SADC et l'Allemagne intensifie leur coopération

LA SADC et l'Allemagne ont convenu d'élargir leur coopération au développement et ont signé un accord évalué à €56,9 millions pour des projets bilatéraux techniques et financiers.

L'allocation est de €16,4 millions pour la coopération technique et €40,5 millions pour la coopération financière à partir du Ministère Fédéral pour la Coopération Économique et le Développement (BMZ).

L'accord fut conclu lors des négociations intergouvernementales qui ont eu lieu en juillet à Bonne, Allemagne.

L'équipe de la SADC était menée par le Secrétaire Général, Tomaz Augusto Salomão tandis qu'Ingolf Dietrich, chef de la division pour l'Afrique australe chez BMZ, dirigeait la délégation de la République Fédérale d'Allemagne.

Toute coopération technique sera mise en place par les cinq programmes GIZ soutenant la SADC. Il s'agit des domaines de la préservation et de l'utilisation durable des ressources naturelles, de l'intégration économique régionale; de la gestion de ressources hydrologiques transfrontalières; du renforcement des institutions SADC; et du soutien dans le maintien de la paix, de la sécurité et de la bonne gouvernance.

Les conseillers internationaux et régionaux de GIZ travaillent étroitement avec le Secrétariat de la SADC à Gaborone, qui agit comme facilitateur et coordinateur, directeur de programme et groupe de réflexion dans la promotion de l'intégration régionale.

Ils travaillent également étroitement avec les États Membres de la SADC, le secteur privé, les organisations non-gouvernementales et les groupes de réflexion dans la région afin de renforcer la capacité régionale dans les domaines prioritaires.

Dans le domaine de la préservation des ressources naturelles, la SADC et l'Allemagne sont en cours d'exécuter un projet nommé Programme sur la

Protection Transfrontalière et l'Utilisation des Ressources Naturelles: Gestion des Ressources Naturelles Transfrontalières qui a commencé en 2012 et durera jusqu'en 2015.

Le programme soutient la mise en oeuvre des protocoles SADC pertinents et des stratégies pour la gestion durable des ressources naturelles par les participants régionaux et nationaux.

BMZ a chargé GIZ de faciliter la mise en place des Protocoles SADC et des stratégies au niveau régional et national. Ceux-ci incluent le Protocole sur la Préservation de la Faune et de la Flore et l'Application de la Loi, le Protocole sur la Foresterie et les stratégies pour la biodiversité et la gestion de forêt.

Le Programme sur la Protection Transfrontalière et l'Utilisation des Ressources Naturelles: Gestion des Ressources Naturelles Transfrontalières, comprend trois composants:

- Mise en place du Programme Régional SADC pour les Zones de Préservation Transfrontalière (TFCAs);
- Soutien aux programmes régionaux SADC pour la gestion d'incendie transfrontalier et Réduction d'Émission provenant de la

Déforestation et de la Dégradation (REDD); et

- Intégration du changement climatique et de la préservation de la biodiversité dans les programmes régionaux et nationaux.

Le premier composant soutient le Conseil d'Administration du FANR dans la mise en place du programme TFCA. Les standards et les formations communes pour participants régionaux et nationaux ont été développés et seront pilotés dans trois parcs nationaux dans la région SADC.

Le second composant porte sur la coordination efficace et l'exécution des programmes régionaux pour la gestion d'incendie transfrontalier et REDD.

Le Programme Soutien de la SADC sur Réduction d'Émission provenant de la Déforestation et de la Dégradation (REDD) engage les États Membres à, entre autre, coordonner les activités inter et intra-sectorielles et pousser pour une politique d'harmonisation pour les programmes nationaux de la REDD ainsi que de développer des systèmes pour superviser les forêts et les émissions de carbone.

Il engage également les pays de la SADC à viser pour

l'établissement d'émission de référence et autres objectifs de la REDD et à créer une structure régionale commune sur comment appliquer la REDD+ activités sur des écosystèmes forestiers similaires, y compris ceux dont les distributions sont liés aux frontières politiques.

Le troisième composant du Programme financé par l'Allemagne sur la Protection Transfrontalière et l'Utilisation des Ressources Naturelles fait le point sur les négociations internationales sur la climatologie et l'environnement et cherche à mettre en place des instruments innovateurs tels que la protection contre le climat ou l'évaluation des écosystèmes dans certaines TFCAs.

L'Allemagne est également le principal Partenaire Coopérant International pour le groupe SADC sur la thématique des eaux et a financé un programme de gestion des eaux transfrontalières pour la région couvrant la période 2005-2015.

Le programme a cherché à renforcer les capacités humaines, institutionnelles et organisationnelles du secteur hydrologique de la SADC.

À ce jour, les accomplissements clés du programme incluent le renforcement de la capacité institutionnelle et organisationnelle de la Division SADC des Eaux; et le développement de plans de gestions des ressources hydrologiques du bassin intégré.

L'Allemagne a soutenu l'application du programme d'intégration de la SADC depuis 1985. Au total, il y a environ 25 employés détachés et experts régionaux et 20 employés au développement travaillant à Gaborone, soutenus par 40 employés locaux.

Il y a également 18 bénévoles déployés dans le pays dans le cadre du programme Weltwärts, un programme de politique d'aide au développement pour les bénévoles, lancé par le Ministère Fédéral Allemand pour la Coopération et le Développement Économique en 2008. r

### La SADC et les états ASEAN intensifie la coopération

LA SADC et l'Association des Nations Asiatiques du Sud-Est (ASEAN) ont convenu d'explorer des moyens pour renforcer leur coopération.

Ceci suite à une visite au Secrétariat de l'ASEAN à Jakarta, Indonésie par le Secrétaire Général Adjoint de la SADC, João Samuel Caholo en juillet 2013.

Les deux institutions ont échangé des informations et informé l'une l'autre sur leur progrès dans leurs efforts pour renforcer l'intégration régionale.

L'ASEAN est une organisation géo-politique et économique de 10 pays situés en Asie du sud-est. Il s'agit de Brunei, Burma, Cambodge, Laos, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. r





## Mugabe remporte 61% du scrutin au Zimbabwe

**PRÉSIDENT ROBERT** Mugabe a gagné un autre mandat pour gouverner le Zimbabwe suite aux élections décisives tenues le 31 juillet qui a vu son parti remporter plus des deux-tiers de la majorité à l'Assemblée Nationale.

Mugabe a gagné 61 pourcent des 3 410 767 de votes contre 34 pourcent pour le rival le plus proche, Morgan Tsvangirai du Mouvement pour le Changement Démocratique-Tsvangirai (MDC-T).

Welshman Ncube de la formation MDC a sondé 2,7 pourcent du scrutin, et les deux autres candidats ont ensemble obtenu un pourcent des votes.

“Mugabe, Robert Gabriel du parti Zanu-PF est, donc, déclaré Président dûment élu du Zimbabwe à partir d'aujourd'hui, le trois août,” annonce la présidente de la Commission Électorale du Zimbabwe (ZEC), Juge Rita Makarau.

Les messages de félicitations sont arrivés de collègues

dirigeants africains, dont les Présidents du Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et de la République Unie de la Tanzanie, qui préside la Troika SADC sur la Politique, Défense et Coopération en Sécurité.

Cependant, le MDC-T a rejeté le résultat des élections, alléguant une liste électorale erronée, un scrutin truqué et l'intimidation des électeurs dans certaines circonscriptions rurales, déclarant qu'ils monteront une riposte électorale par les tribunaux mais ne participeront pas dans les structures du gouvernement.

La commission électorale à parti-multiple était composée de membres nommés par tous les principaux partis politiques, et ces partis avaient leurs propres agents à tous les bureaux de vote durant le suffrage et le dépouillement.

Plus de 10 000 observateurs nationaux et régionaux étaient déployés dans tous les bureaux

de vote du pays, et les observateurs à long-terme de l'Union Africaine étaient dans le pays dès l'annonce des élections.

Les élections furent louées comme paisibles et conformes aux standards et aux principes régionaux par les observateurs de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), ainsi que du Forum des Commissions Électorales de la SADC, du Forum Parlementaire de la SADC, de l'Union Africaine (AU), et autres.

Le Chef de la Mission d'Observation Électorale de la SADC (SEOM), l'Honorable Bernard Membe, a informé que les partis et les candidats ont pu entreprendre librement leurs activités politiques avant la tenue des élections.

“Le processus électoral fut caractérisé par une atmosphère de paix et de tolérance politique. Les partis politiques et les candidats ont pu entreprendre librement leurs activités politiques sans entrave,” déclare Membe, qui est le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale de la République Unie de Tanzanie.

La SADC, qui avait 573 observateurs déployés dans les 10 provinces administratives du Zimbabwe, a émis une déclaration provisoire et est supposée publier un rapport final dans les 30 jours après l'annonce des résultats électoraux conformément aux Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

La mission d'observation de l'UA, menée par l'ancien Président Nigérian, Olusegun Obasanjo, a approuvé, déclarant que les processus de vote et de dépouillement ont eu lieu dans un environnement paisible et calme.

“Le scrutin a pris place après une période de campagne généralement paisible pour laquelle la mission félicite les citoyens zimbabwéens et les

partis politiques qui ont constamment communiqué des messages de paix et de non-violence à leurs partisans et au grand public. Le scrutin a été mené dans une atmosphère dépourvue de violence, harcèlement et troubles,” indique une partie de la déclaration préliminaire de l'UA.

Les missions SADC et UA ainsi que les observateurs du Forum des Commissions Électorales SADC (ECF-SADC) ont exhorté la ZEC d'aborder certains des obstacles qui ont accompagné le processus électoral.

Ceux-ci incluent la nécessité de nettoyer la liste électorale, de renforcer l'éducation des électeurs pour des élections harmonisées, et de garantir une couverture médiatique impartiale et la transparence dans l'impression des bulletins de vote.

Selon les comptes finaux des résultats publiés par la ZEC, Zanu-PF a gagné 160 (76 pourcent) des 210 sièges électoraux dans l'Assemblée Nationale, lui donnant plus des deux-tiers de la majorité. Le MDC-T a obtenu 49 sièges (23 pourcent).

Ainsi, ZANU PF a remporté la plus grande portion des 60 sièges réservés aux femmes à l'Assemblée Nationale, sur la base de proportion des votes remportés par chaque parti politique dans les circonscriptions électorales, par province.

Ce Système de Membre Mixte est similaire au système utilisé en Tanzanie et au Lesotho, mais appliqué par province, avec six femmes élues par province.

Les femmes ont gagné 46 pourcent des sièges au Sénat, en utilisant la représentation proportionnelle basée sur les listes de parti en alternant les noms des femmes et des hommes, avec une femme figurant en tête de chaque liste. [sardc.net](http://sardc.net)

Party	Assemblée Nationale			Sénat			
	Nbre de sièges	Nbre de femmes pour les sièges réservés	Nbre de femmes pour sièges électifs	% de femmes à l'Assemblée Nationale	Nbre de sièges	Nbre de sièges pour les femmes	% de Femmes au Sénat
Zanu-PF	160	37	18	20.4	37	22	27.5
MDC-T	49	21	7	10.4	20	12	15
MDC	0	2	0	0.7	3	3	3.8
Indépendant	1	-	-	-	-	-	-
Non Parti	-	-	-	-	20	-	-
TOTAL	210	60	25	31.5	80	37	46.3

## Élections au Swaziland pour septembre

**KING MSWATI III** du Swaziland a annoncé que les élections parlementaires auront lieu le 20 septembre.

Le système de gouvernement est basé sur le système “*Tinkhundla*”, qui est le terme Swazi pour circonscription.

Dans le cadre de ce système, les candidats aux élections parlementaires sont sélectionnés dans leurs chefferies, et un total de 55 parlementaires sont élus par ce processus. Le Roi en nomme 10 de plus, amenant le chiffre total à 65.

Les membres du Sénat de 30 membres sont également nommés, avec 20 d'entre eux nommés par le Roi tandis que les 10 restants sont sélectionnés par l'Assemblée. Le Premier Ministre est nommé par le Roi.

Dans tous ces processus, la participation est par un individuel et non pas par parti politique. r



## SADC demande un calendrier électoral pour Madagascar

LA SADC a recommandé à Madagascar de développer un nouveau calendrier électoral qui garantira la tenue urgente d'élections dans le pays de l'Océan Indien.

L'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité a convenu durant un Sommet Extraordinaire tenu à Prétoria, Afrique du Sud en juillet que la Commission Indépendante d'Élection Nationale (CENIT) devrait "créer un nouveau calendrier électoral de manière à permettre au processus électoral de commencer de toute urgence".

Les élections présidentielle de Madagascar ont été plusieurs fois repoussées en raison d'une dispute sur quel candidat devrait se présenter.

La nation insulaire était programmée pour tenir ses élections capitales en juillet, qui sont attendues pour donner au pays un nouveau départ après quatre ans de crise constitutionnelle.

Cependant, les disputes concernant les candidats présidentiels ont affecté le processus électoral, et la SADC a désormais chargé la CENIT de créer un nouveau programme de manière à permettre au processus électoral de commencer de toute urgence.

Les disputes émanent du refus des participants politiques d'adhérer aux décisions précédentes concernant les prochaines élections présidentielles.

Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana – les deux principaux rivaux du paysage politique malgache – avaient initialement convenu de ne pas se présenter aux élections présidentielles de juillet afin d'éviter toute répétition des troubles qui ont accompagné le coup de 2009.

Cependant, tous deux n'ont pas respecté leur accords, avec Rajoelina ignorant la requête de la SADC de ne pas se présenter aux prochaines élections, mais plutôt



de remplir leurs documents de proposition auprès du Tribunal Spécial Électoral.

Ravalomanana est soutenu par sa femme, Lalao Ravalomanana, pour se présenter aux prochaines élections.

L'Union Africaine a demandé que Rajoelina, Lalao Ravalomanana et l'ancien président Didier Ratsiraka annoncent leur retrait du scrutin sous peine de sanctions.

Ratsiraka est un ancien président malgache renversé du pouvoir par Ravalomanana dans une méthode similaire à celle utilisée par Rajoelina en 2009 pour renverser Ravalomanana.

Cette crise constitutionnelle a affecté le développement socio-économique ainsi que la paix et la stabilité de Madagascar, où la SADC a mené des efforts de médiation pour essayer de convenir d'une solution durable.

L'ancien président mozambicain Joaquim Chissano est le médiateur SADC.

Bien que la date exacte des élections présidentielles n'ait pas encore été annoncée, la CENIT a déclaré que les scrutins auront lieu en août. Selon la loi électorale de Madagascar, s'il n'y a pas de vainqueur immédiat, un deuxième tour aura lieu au moins un mois après les élections. r

## Inquiétude par rapport à la crise humanitaire de la RDC

**LES DIRIGEANTS** de l'Afrique Australe ont mis en garde contre la détérioration de la situation humanitaire dans la partie est de la République Démocratique du Congo où la reprise des conflits a causé le déplacement de milliers de personnes.

Dans une déclaration après un Sommet Extraordinaire de son Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité en Afrique du Sud, la SADC a exigé l'intervention de la communauté internationale puisque la situation humanitaire dans la partie est de la RDC s'empire depuis les affrontements entre les troupes du gouvernement Congolais et les rebelles M23.

"Le Sommet a plus tard remarqué la détérioration de la situation humanitaire dans l'est de la RDC suite aux récents affrontements et a fait appel à la communauté internationale et à

tous les partenaires pour aider la population générale qui a souffert de ce conflit," explique l'Organe dirigé par Président Jakaya Kikwete de la République Unie de Tanzanie, qui partage une longue frontière avec la partie est de la RDC.

Les autres dirigeants présents au Sommet étaient Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud, le Président mozambicain Armando Guebuza et le Ministre Namibien des Affaires Étrangères, Netumbo Ndaitwah.

Nombre des personnes déplacées dans l'est de la RDC se sont réfugiées dans des écoles.

Les Nations Unies affirment qu'à la fin de juin près d'un million de personnes ont été déplacées dans la province du Kivu Nord.

Les agences humanitaires ont également mis en garde contre une crise alimentaire sévère dans la province, exprimant la crainte

que certaines de ces personnes déplacées sont des agriculteurs qui pourraient ne pas retourner chez eux et s'embarquer dans des activités agricoles avant le début de la saison des semences qui commence à la mi-août.

La RDC a glissé dans les troubles politiques l'année passée lorsque les dissidents anti-gouvernementaux ont envahi et capturé la ville de Goma, causant le déplacement de personne et la perte de vies et de propriété.

Les rebelles ont depuis menacé de marcher sur Kinshasa, capital du vaste pays riche en minéraux.

Huit autres États Membres de la SADC ont promis le déploiement de troupe en RDC. Il s'agit de l'Angola, du Lesotho, du Malawi, de l'Île Maurice, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe. r

## Lancement au Sommet de l'Indicateur 2013 de la SADC sur la parité des sexes

**L'INDICATEUR 2013 de la SADC sur la Parité des Sexes** qui sera lancé durant le 33<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement à Lilongwe, Malawi, en août examine les progrès réalisés par les États Membres en termes de représentation et participation par les femmes dans les processus et structures politiques et de prise de décision ainsi que les obstacles à la participation des femmes.

La parité des sexes est fermement enracinée dans le programme d'intégration régionale de la SADC et les États Membres soutiennent le principe fondamental que les femmes et les hommes doivent être équitablement engagés dans les prises de décision à tous les niveaux et dans toutes les positions de direction.

**L'Indicateur 2013 de la SADC sur la Parité des Sexes** porte une attention particulière sur la Gouvernance, qui est la Section 3 du Protocole sur la Problématique des Sexes et le Développement, et spécifiquement à l'Article 12 Représentation et l'Article 13 Participation. Ceci est stratégique puisque plusieurs États Membres de la SADC se préparent pour les élections entre 2013 et 2015.

La récente édition de l'Indicateur SADC pour la Parité des Sexes montre que les États Membres de la SADC ont fait des progrès pour garantir une représentation égale des femmes et des hommes dans les positions politiques et de prise de décision à divers niveaux de gouvernement et des trois institutions d'État, qui sont le Législatif (Parlement), l'Exécutif (Cabinet) et le Judiciaire (Tribunaux), mais il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de 50:50 d'ici 2015.

Tandis que tous les États Membres de la SADC montrent des accomplissements importants vers la parité des sexes dans certaines parties de l'éventail de la gouvernance, l'objectif

d'atteindre 50 pourcent de représentation par les femmes dans les structures politiques et de prise de décision d'ici 2015 demeure un défi majeur pour tous les États Membres.

Cet objectif fut convenu par les leaders de l'Union Africaine. Il en est ressorti une décision par les Chefs d'États et de Gouvernement lors de leur Sommet 2005 tenu à Gaborone, Botswana d'actualiser l'objectif original de 30 pourcent de représentation et de participation des femmes en positions politiques et de prise de décision contenu dans la Déclaration SADC sur la Parité des Sexes et le Développement en 1997.

L'objectif de 50:50 de Parité des Sexes est le composant du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement signé par les Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC lors de leur 28<sup>ème</sup> Sommet, tenu à Johannesburg, Afrique du Sud, le 17 août 2008.

• Treize États Membres de la SADC ont signé le Protocole,

excepté le Botswana et l'Île Maurice.

- Onze États Membres de la SADC ont ratifié le Protocole: Angola, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Les Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, République Unie de la Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.
- Par conséquent, le Protocole est entré en vigueur conformément à l'Article 41 du Protocole qui requiert que les deux-tiers des États Membres de la SADC ait déposé leurs instruments de ratification.
- Parmi les signataires, seul Madagascar qui est présentement suspendu, et la République Démocratique du Congo, n'ont pas encore accédé au Protocole. r



### PROTOCOLE DE LA SADC SUR LE GENRE ET LE DÉVELOPPEMENT

#### PARTIE TROIS GOUVERNANCE

##### ARTICLE 12 REPRÉSENTATION

1. Les États parties s'efforceront de s'assurer qu'au plus tard 2015 un minimum de cinquante pourcent des postes de prise de décision dans les secteurs public et privé, sont détenus par des femmes, notamment l'utilisation des mesures de discrimination positive visées à l'article 5.

2. Les États parties s'assureront que toutes les mesures, législatives ou autres, sont accompagnées de campagnes de sensibilisation du public démontrant le lien essentiel entre, d'une part, la participation et la représentation égale des femmes et des hommes à des postes décisionnels et, d'autre part, la démocratie, la bonne gouvernance et la participation citoyenne.

##### ARTICLE 13 PARTICIPATION

1. Les États parties adopteront des mesures législatives et autres stratégies spécifiques afin d'assurer des possibilités égales de participation entre les femmes et les hommes à tous les processus électoraux, y compris à l'administration des élections et au vote.

2. Les États parties assureront la participation égale des femmes et des hommes aux processus de prise de décision par la promulgation des lois et la mise en place de politiques, de stratégies et de programmes visant à:

- (a) renforcer la capacité des femmes de participer efficacement par le biais de formations et de tutorats au leadership et de sensibilisation à la dimension du genre;
- (b) fournir des structures d'appui aux femmes occupant des postes de prise de décision;
- (c) Établir et renforcer des structures destinées à améliorer l'intégration de la problématique du genre; et
- (d) changer les attitudes et les normes discriminatoires des structures et des procédures de prise de décision.

3. Les États parties veilleront à ce que les hommes soient inclus dans toutes les activités concernant le genre, y compris les formations en genre et la mobilisation des communautés.

## Mlambo-Ngcuka obtient un poste élevé à l'ONU

**L'ANCIENNE PRÉSIDENTE** Adjointe sud-africaine, Phumzile Mlambo-Ngcuka a été nommée par le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon, comme directrice général de l'Entité de l'ONU pour la Problématique des Sexes, l'Égalité et l'habilitation des femmes, communément appelée ONU Femme.

Elles succédera en août à Michelle Bachelet, l'ancienne présidente chilienne qui a démissionné en mars pour se représenter au gouvernement.

"Phumzile Mlambo-Ngcuka apporte à cette position une vaste expérience dans le plaidoyer sur les affaires des femmes jointe à une combinaison de direction stratégique, renforcement de consensus et l'expérience de gestion pratique," explique Ban

Mlambo-Ngcuka devint Membre du Parlement en 1994 suite aux premières élections démocratiques en Afrique du sud, devenant ministre adjoint au département du commerce et de l'industrie et ministre de l'énergie en 1999.

Elle fut nommée président adjoint en 2005, la plus haute fonction occupée par une femme en Afrique du Sud, et elle demeura à ce poste jusqu'en 2008. r



## SADC à l'avant garde de la migration TV digitale

par Talent Mbedzi

**LES PAYS** de l'Afrique Australe ont adopté une approche audacieuse pour atteindre l'objectif régional de passer de la diffusion analogique à digitale. L'échéance globale fixée par l'Union des Télécommunications Internationales (UTI) est pour le 17 juin 2015.

Cependant, les États Membres de la SADC visent l'interruption de l'analogique d'ici le 31 décembre 2013. Ceci pour donner aux pays de la région suffisamment de temps pour aborder les difficultés initiales qui pourraient surgir dans le processus de migration avant l'échéance globale.

La diffusion digitale implique l'usage de signaux digitaux plutôt que de formes d'ondes analogues pour transmettre les chaînes de télédiffusion sur des bandes de fréquence radio assignées.

Grâce à l'utilisation de compression de données, les connexions digitales font généralement usage de bande passante plus efficace que l'analogique, qui facilite des services supplémentaires et une qualité d'image télévisée qu'il n'était auparavant possible.

Prenant la parole au 5ième Forum sur la Migration de Diffusion Digitale de la SADC tenu à Windhoek, le Ministre Namibien de l'Information et de la Technologie des Communications, Joel Kaapanda a exhorté les sociétés de diffusion à rédiger des recommandations afin de garantir que la migration vers la Télévision Hertzienne Digitale (TTD) soit terminée en temps voulu.

"Il est donc essentiel que le Forum SADC sur la Télévision Hertzienne Digitale examine nos préparations et détermine ce qui est nécessaire pour que la SADC respecte les délais et de ce fait garantissent que les avantages de la diffusion digitale soient

appréciés par nos citoyens," explique Kaapanda.

L'objectif principal du 5ième Forum SADC sur la Migration de Diffusion Digitale était d'examiner l'exécution du Plan SADC pour la Migration de Diffusion Digitale approuvée en juin 2009.

Le forum a envisagé des mesures pour aborder les problèmes d'exécution du plan. À la requête des Ministres SADC TIC lors de leur session de Novembre 2012 à l'Île Maurice, la question de standards de diffusion de son digital a été discutée.

Entre autres mesures introduites par la SADC, figure l'introduction d'un Bureau de Gestion de Projet TTD (PMO) au Secrétariat de la SADC afin de coordonner le programme régional.

Le DTT PMO sera un bureau spécial au Secrétariat dont l'intention est d'être inclusif pour coordonner, superviser, évaluer et rapporter sur l'exécution du Plan SADC pour la Migration de Diffusion Digitale afin de garantir que tous les États Membres respectent la date butoire pour la migration.

Le forum a également approuvé un Plan SADC Stratégique Harmonisé de Dividende Digital qui décrit, entre autre, les spécifications pour des décodeurs peu coûteux à diffusion libre et la structure d'octroi de licence digitale pour la région.

La SADC entraîne les autres Communautés Économiques Régionales Africaines (CERs) en termes de progrès vers le respect de la date butoire globale pour la migration de diffusion analogique à digitale.

Deux États Membres de la SADC - l'Île Maurice et la République Unie de Tanzanie - sont les premiers pays africains à migrer vers un nouveau système.

L'Île Maurice fut l'un des premiers pays africains à complètement digitaliser la télédiffusion pour toutes les régions et les îles en 2007, après avoir initié son processus de migration en 2005 avec un "lancement en douceur" de ses premiers services digitaux offrant six chaînes gratuites.

Deux chaînes digitales ont été lancées en 2008 pour accélérer les achats de poste de télévision digitale par le consommateur et les Coffrets de réglages appropriés. L'interruption complète de l'analogique est prévue en décembre 2013.

La Tanzanie a terminé la migration à la fin de 2012 et a immédiatement commencé un programme échelonné pour stopper la diffusion analogique en décembre dans un exercice qui a jusqu'ici vu six des régions accéder désormais aux services TTD. Il s'agit de Dar es Salaam, Tanga, Dodoma, Kilimanjaro, Mwanza et Arusha.

Le Ministre Tanzanien de la Communication, Science et Technologie, Makame Mbarawa explique que la phase suivante du programme d'interruption de transmission analogique commencerait plus tard cette

année, visant 14 régions dans le pays.

Les facteurs essentiels pour le succès des programmes de migration à l'Île Maurice et en Tanzanie comprenaient des environnements de réglementation efficace et d'introduction de subsides afin de permettre aux consommateurs d'acquérir les récepteurs TTD.

Le succès de l'exercice tanzanien de migration digitale est attribué à une campagne efficace de sensibilisation menée parallèlement à l'exécution du programme. Le gouvernement tanzanien a également éliminé les taxes sur les décodeurs et les coffrets de réglage.

Cependant, les difficultés rencontrées par la plupart des États Membres de la SADC incluent le manque de financement pour développer le programme de migration et de standardisation des récepteurs disponibles sur le marché et l'accessibilité.

Afin de poursuivre une migration TTD sans problème, les États Membres de la SADC ont résolu de réfléchir sur les modèles de financement qui fournissent un processus efficace pour disséminer l'information sur le processus de migration TTD. r



## Évènements août-octobre 2013

  
**L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI**  
 SADC Aujourd'hui Vol 15 No 5 Août 2013

**SADC AUJOURD'HUI** est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

**Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe**  
 SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,  
 Gaborone, Botswana  
 Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070  
 Adél: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

**SADC AUJOURD'HUI** est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

**RÉDACTEUR**  
 Munetsi Madakufamba

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
 Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglene Tauya, Admire Ndhlovu,  
 Phyllis Johnson, Patience Ziramba,  
 Teclar Mungwari, Shirley Pisirai.

**CONSEILLER À LA RÉDACTION**

**TRADUCTION**  
 Marie-Laure EDOM

**SADC AUJOURD'HUI** est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2013

**SADC AUJOURD'HUI** accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

**SADC AUJOURD'HUI** est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à [www.sardc.net](http://www.sardc.net) Connaissance pour le Développement, lié à [www.sadc.int](http://www.sadc.int)


**CONCEPT & MISE EN PAGE**  
 Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi


**PHOTOS ET ILLUSTRATIONS**  
 P1 [www.gizmag.com](http://www.gizmag.com), [www.mgwallpaper.com](http://www.mgwallpaper.com), [africanarguments.org](http://africanarguments.org), P. Johnson, SARDC, [royaltimes.net](http://royaltimes.net), [www.redbubble.com](http://www.redbubble.com), [www.southeasterstruckingdefense.com](http://www.southeasterstruckingdefense.com), [www.hpwt.de](http://www.hpwt.de), [joburg.org.za](http://joburg.org.za), [wildsidezambia.wordpress.com](http://wildsidezambia.wordpress.com); p4 [in2eastafrica.net](http://in2eastafrica.net); p5 [www.utilities-me.com](http://www.utilities-me.com), [www.kajima.co.jp](http://www.kajima.co.jp); p6 [www.unccd.int](http://www.unccd.int); p7 [edition.cnn.com](http://edition.cnn.com), [planetark.org](http://planetark.org); p8 [wildsidezambia.wordpress.com](http://wildsidezambia.wordpress.com), [www.tutwaconsulting.com](http://www.tutwaconsulting.com); p9 P. Johnson, [www.olstars.com](http://www.olstars.com), [theflagshop.co.uk](http://theflagshop.co.uk); p10 [www.sadc.int](http://www.sadc.int), [www.entdecke-deutschland.diplo.de](http://www.entdecke-deutschland.diplo.de); p11 [www.newyorker.com](http://www.newyorker.com); p12 [foxnews.com](http://foxnews.com); p13 SARDC; p14 [electronics.howstuffworks.com](http://electronics.howstuffworks.com), [www.pl.all.biz](http://www.pl.all.biz); p16 [www.namibian.com.na](http://www.namibian.com.na), [tumblr.com](http://tumblr.com)

**Abonnez-vous aujourd'hui**  
**SADC AUJOURD'HUI** est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

**Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)**  
 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe  
 Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271  
 Adél: [sadctoday@sardc.net](mailto:sadctoday@sardc.net)  
[www.sardc.net](http://www.sardc.net)  
 Connaissance pour le Développement

  
**SARDC**  
 Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe



<p>Août 5-7, Angola</p>	<p><b>Forum sur la Gouvernance Internet en Afrique Australe</b>          Le forum est responsable du développement d'une approche coordonnée et cohérente traitant avec les questions de gouvernance Internet dans la SADC.</p>
<p>14-16, Malawi</p>	<p><b>Conseil des Ministres de la SADC</b>          Le Conseil est responsable de la supervision et de la surveillance des fonctions et du développement de la SADC et de garantir que les politiques soient correctement mises en place. Le Conseil se compose des ministres de chaque État Membre dans les domaines des affaires étrangères, coopération internationale, développement ou planning économique et finances. Le conseil précède le Sommet et prépare les recommandations politiques pour adoption par les dirigeants.</p>
<p>17-18, Malawi</p>	<p><b>Sommet SADC</b>          Le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement est l'ultime institution de prise de décision de la SADC. Le Sommet de Lilongwe sera le lieu de passage officielle de la présidence SADC par rotation du Président Armando Guebuza du Mozambique à la Présidente Joyce Banda du Malawi.</p>
<p>24-29, Zambie/ Zimbabwe</p>	<p><b>20ième Assemblée Générale de l'UNWTO</b>          L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'Organisation Mondiale des Nations Unies pour le Tourisme et la réunion la plus importante des officiels cadres du tourisme et des représentants de haut niveau du secteur privé du monde entier. Ses sessions ordinaires sont tenues tous les deux ans. C'est la troisième fois que l'Assemblée aura lieu en Afrique, conjointement accueillie par la Zambie et le Zimbabwe à Mosi oa Tunya/Chutes Victoria, pour promouvoir le tourisme dans la SADC.</p>
<p>À confirmer</p>	<p><b>Forum sur la Perspective Climatologique Régionale en Afrique Australe</b>          Les scientifiques des services nationaux de météorologie dans les États Membres de la SADC se réunissent pour examiner la perspective climatique régionale. Ils utiliseront les indicateurs de pluviométrie saisonnière afin de produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2013/14.</p>
<p>26, Tanzanie</p>	<p><b>Atelier Programme SADC sur l'Hygiène Publique et l'Approvisionnement Régional en Eau</b>          Le Programme SADC sur l'Hygiène Publique et l'Approvisionnement Régional en Eau est un composant intégral du Plan Régional d'Action Stratégique sur le Planning, le Développement et la Gestion des Ressources Hydrologiques Intégrées. Le but du programme est de permettre aux États Membres d'améliorer la provision de distribution en eau et l'hygiène publique.</p>
<p>Septembre 2-5, Afrique du Sud</p>	<p><b>Indaba sur l'Énergie Solaire</b>          La conférence procurera des informations sur les mécanismes financiers nécessaires pour l'énergie solaire afin d'offrir une solution extensive aux pénuries actuelles d'électricité en Afrique et les développements d'infrastructure requis pour soutenir une chaîne d'approvisionnement efficace entre les fournisseurs indépendants et le réseau.</p>
<p>23, New York</p>	<p><b>Réunion de Haut Niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU sur la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) et autres objectifs de développement internationalement convenus pour les personnes handicapées.</b></p>
<p>À confirmer</p>	<p><b>Forum Politique de Haut Niveau (HPLF)</b>          sur le Développement Durable tiendra sa session inaugurale conjointement à la 68ième session de l'Assemblée Générale de l'ONU, remplaçant la Commission sur le Développement Durable, avec pour objectif d'apporter "direction politique, orientation et recommandations pour un développement durable".</p>
<p>24-26, Zimbabwe</p>	<p><b>Symposium sur 50 ans de Coopération Chine-Afrique: Contexte, Progrès et Importance</b>          L'objectif du symposium est de partager les perspectives africaines des relations Chine-Afrique et l'expérience de développement de la Chine avec pour but d'accélérer le développement et l'intégration en Afrique à travers une meilleure compréhension de l'application de l'expérience de développement chinois. Le séminaire est l'une des activités de 2013 pour commémorer le 50ième Anniversaire de l'OUA/Union Africaine. Les participants sont des érudits, des chercheurs, des officiels et des décideurs de pays africains et de la Chine.</p>

## 15 Ans

## La Deuxième Guerre du Congo

CE MOIS-CI marque le 15<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre du Congo en août 1998.

Il y a un peu plus d'un an après la fin de la Première Guerre du Congo dans laquelle une force multinationale menée par Laurent Kabila a renversé l'ancien dirigeant zaïrois, Mobutu Sese Seko, des tensions ont commencé à monter entre Kabila et ses alliés, le Rwanda et l'Ouganda.

Après avoir gagné le contrôle de la capitale Kinshasa en mai 1997, Kabila a dû faire face à des obstacles en gouvernant le vaste pays, rebaptisé République Démocratique du Congo (RDC).

Les troupes étaient peu disposées à partir, avec la présence rwandaise à Kinshasa irritant de nombreux congolais qui commencèrent à percevoir Kabila comme un pion des pouvoirs étrangers.

Les tensions atteignèrent un nouveau paroxysme le 14 juillet 1998 lorsque Kabila congédia son chef de cabinet rwandais, James Kabarebe, et le remplaça par un congolais, Celestin Kifwa.

Deux semaines plus tard, il renvoya toutes les forces militaires rwandaises et Ougandaises de la RDC, dans la foulée provoquant la colère du Banyamulenga à l'est du Congo dont les tensions avec les groupes ethniques voisins avaient été un facteur contribuant à la Première Guerre du Congo. Le groupe étaient utilisé par le Rwanda pour déstabiliser l'est de la RDC.

La guerre civile congolaise, également connue comme Première Guerre Mondiale Africaine, a éclaté le 2 août 1998 lorsqu'un groupe de rebelles bien armés, le Rallye pour la Démocratie Congolaise (RDC) a émergé, composé principalement de Banyamulenga et soutenu par le Rwanda et l'Ouganda.

Beaucoup ont considéré le conflit de la RDC comme étant intimement connecté à plusieurs autres conflits dans la région des Grands Lacs. Sa genèse était dans le conflit Hutu-Tutsi qui a eu pour conséquence le génocide rwandais de 1994 dans lequel les Nations Unies ont échoué à stopper la

mort de près d'un million de personnes.

De nombreux membres de l'ancien régime rwandais se sont réfugiés en RDC.

Une des guerres les plus meurtrières de l'histoire moderne africaine, la Seconde Guerre du Congo a directement entraîné neuf nations africaines, ainsi qu'environ 20 groupes armés.

Trois États Membres de la SADC – Angola, Namibie et Zimbabwe – ont fourni des troupes pour soutenir Kabila tandis que le groupe régional de 15 membres a usé de son influence diplomatique pour négocier et maintenir les Accords de Lusaka dont l'ancien président zambien, Frederick Chiluba, fut le principal médiateur.

Il fallut plusieurs mois de négociation par Chiluba pour obtenir que les parties belligérantes signent un accord de paix, populairement connu en tant qu'Accord de Lusaka, dans la capitale zambienne en août 1999.

Les présidents Robert Mugabe du Zimbabwe, Sam Nujoma de la Namibie, et le ministre angolais des affaires étrangères, d'une part, et Yoweri Museveni de l'Ouganda et le leader rwandais, Pasteur Bizimungu, d'autre part, ont tous signé en présence de représentants de l'Organisation de l'Unité Africaine de l'époque, de la SADC et du Marché Commun de l'Afrique de Est et de l'Afrique Australe.

Selon l'Accord de Lusaka, la cessation des hostilités aurait dû entrer en vigueur dans les 24 heures après la signature de l'accord de paix par toutes les parties y compris les rebelles qui signèrent l'accord presque deux mois plus tard.

Les parties devaient libérer les détenues et le document exigeait un mécanisme pour désarmer les milices et autres groupes armés.

Mais la guerre faisait rage, jusqu'à ce qu'elle se termine officiellement en juillet 2003 lorsque le Gouvernement Transitoire de la RDC a pris le pouvoir. Ce sont les racines du conflit qui sévit encore dans l'est de la RDC. r

Héros et Unité  
Namibie, Zambie

Le monument des Héros à Windhoek, Namibie; et la Statue de la Liberté de la capitale zambienne, Lusaka.

**LA JOURNÉE des Héros** est un jour férié national en Namibie, reconnu par les Nations Unies sous l'appellation Journée de la Namibie et célébrée annuellement le 26 août, le jour où les premiers coup de feu ont été tirés dans la partie nord-ouest de la Namibie en 1966 marquant le début de la lutte armée de libération qui mènerait à l'Indépendance 23 ans plus tard le 21 mars 1990.

En 1974, 10 ans après l'Indépendance en Zambie, Président Dr. Kenneth Kaunda a présenté un cadeau à la nation pour honorer ses héros: une statue d'un homme torse nu et pieds nus et levant d'un air plein de défi une main enchaînée après en avoir brisé les chaînes. Le monument est devenu un point de ralliement pour tous les jours fériés ou commémorations dans lesquels la liberté joue un rôle.

## JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

pour la période Août - Octobre 2013

1 août	Journée des Parents Danse Umhlanga Reed	RDC Swaziland
5 août	Journée des Agriculteurs	Zambie
8 août	Journée de la Paysannerie NaneNane	Tanzanie Afrique du Sud Malawi, Ile Maurice, Tanzanie
9 août	Journée Nationale de la Femme EidUlFitri*	Zimbabwe Zimbabwe Madagascar, Ile Maurice, Les Seychelles
12 août	Journée des Héros	Tous
13 août	Journée des Forces de Défense	Namibie
15 août	Journée de l'Assomption	
17 août	Journée de la SADC *	
26 août	Journée des Héros	
6 septembre	Journée de l'Indépendance Somhlolo	Swaziland
7 septembre	Journée de la Victoire	Mozambique
10 septembre	Ganesh Chaturthi	Ile Maurice
17 septembre	Journée Nationale des Héros	Angola
24 septembre	Journée de l'Héritage	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des Forces Armées	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana
4 octobre	Journée de la Paix et de Réconciliation Nationale	Mozambique
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 octobre	Fête des Mère	Malawi
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie

\* La Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 août

\*\*Date exacte tributaire de la visibilité de la nouvelle lune